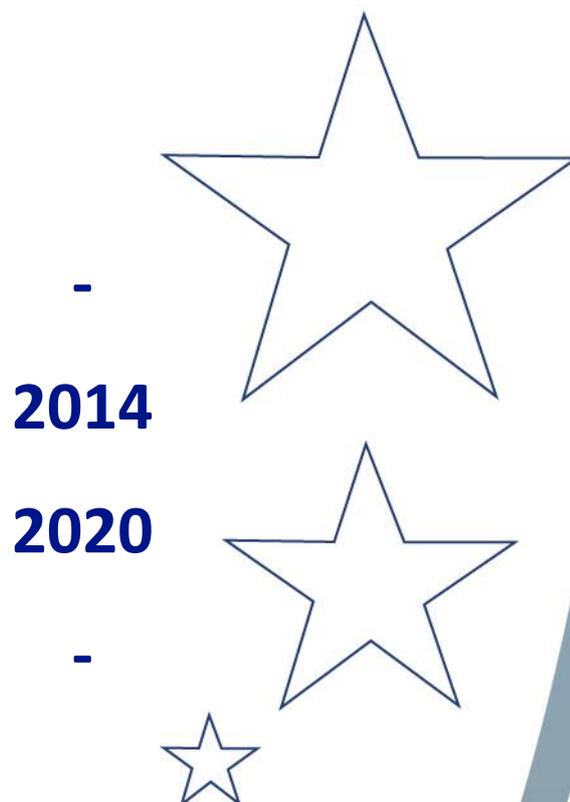


FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

Aides à l'investissement en faveur de la
transformation et de la commercialisation
de produits agricoles par les industries
agroalimentaires

TYPE D'OPERATION 4.2.1
DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL
REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE



Version du 17/12/2020

DEMANDE DE SUBVENTION POUR

**LES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA
TRANSFORMATION ET DE LA
COMMERCIALISATION DE PRODUITS
AGRICOLES PAR LES INDUSTRIES
AGROALIMENTAIRES**

**(TYPE D'OPERATION 4.2.1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL REGIONAL DES
PAYS DE LA LOIRE 2014-2020).**

Cette demande d'aide constitue, avec les justificatifs à joindre, le dossier unique de demande pour les aides du FEADER et de la Région.

Veillez transmettre l'exemplaire original de ce dossier, complété et accompagné de l'ensemble des pièces administratives, par courrier, ainsi qu'un exemplaire sous format informatique (clé USB, CR-ROM) à l'attention de :

Mme. La Présidente
Région des Pays de la Loire
DAPA
1, rue de la Loire
44 966 NANTES Cedex 9

Et en conserver un exemplaire.

Veillez noter que vous disposez d'un délai de 6 mois entre l'accusé de réception de votre première demande et la réception du dossier complet par le service instructeur. Si vous n'avez pas complété votre dossier dans ce délai, votre demande sera caduque.

Avant de remplir cette demande, veuillez lire attentivement le règlement régional et la notice d'information joints.

N° de dossier OSIRIS <i>(réservé à l'administration) :</i>		Date de réception <i>(réservé à l'administration) :</i>	
--	--	---	--

Intitulé du projet <i>(à remplir par le demandeur)</i>	
--	--

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° de SIRET (du siège social) <i>attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises</i>		Code APE	
Date de création de la société			
Statut juridique <i>(entreprise individuelle, SARL, SCI, SNC, collectivité, groupement de communes, prestataires privés, autres types de sociétés ou de structures...)</i>			
Raison sociale			
Appellation commerciale, le cas échéant			
Représentant Légal	Civilité	<input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur	
	NOM :		
	Prénom :		
Fonction du représentant légal			
Coordonnées	Adresse (n°, rue, lieu-dit...) :		
	Code postal :	Commune :	
	N° téléphone :	N° télécopie :	
	Courriel :		

L'autorité de gestion (la Région des Pays de la Loire) devra être tenue informée de toute modification concernant l'identification du demandeur

IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DU PROJET

Responsable du projet au sein de la structure demandeuse

<input type="checkbox"/> Identique à celle du demandeur			
NOM :		Prénom :	
Fonction :			
N° téléphone fixe :		N° portable professionnel :	
Courriel :			
Adresse			

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL L'AIDE DEVRA ETRE VERSEE

Joindre un RIB/IBAN à votre demande

2. CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR / ELIGIBILITE

Descriptif de l'activité de l'entreprise (plusieurs réponses possibles)	<input type="checkbox"/> Transformation	<input type="checkbox"/> Stockage
	<input type="checkbox"/> Conditionnement	<input type="checkbox"/> Commercialisation

DETENTEURS DU CAPITAL

Quelle que soit la nature juridique du demandeur:

Nom	Part du capital social détenue (%)

Effectif salarié à la date de la demande (première demande)	_ _ _ _ _ _ _ en Équivalent Temps Plein Dont CDI : _ _ _ _ _ _ _ _
Montant du chiffre d'affaires (dernier exercice clos au moment de la première demande)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ € dernier exercice connu année : _____
Valeur du bilan (dernier exercice clos au moment de la première demande)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ € dernier exercice connu année : _____
Montant du capital social	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ €
Capacité d'autofinancement sur les deux derniers exercices	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ € année : _____ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ € année : _____

DONNEES DES ENTREPRISES PARTENAIRES OU LIEES

Appartenez-vous à un groupe ? (*voir la définition d'un groupe ci-dessous)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui nom du groupe (le cas échéant) : _____
Effectif salarié du groupe à la date de la première demande (dernier exercice clos au moment de la première demande)	_ _ _ _ _ _ _ en Équivalent Temps Plein
Dont effectif permanent (CDI)	_ _ _ _ _ _ _ en Équivalent Temps Plein
Montant du chiffre d'affaires consolidé du groupe (dernier exercice clos au moment de la première demande)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ € dernier exercice connu année : _____
Valeur du bilan du groupe (consolidé) (dernier exercice clos au moment de la première demande)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ € dernier exercice connu année : _____

***Les entreprises sont considérées comme appartenant à un groupe si elles sont entreprises partenaires ou entreprises liées, telles que définit ci-dessous (cf RGEC) :**

-**Entreprises partenaires** : l'entreprise détient le capital (ou droit de vote) d'une autre entreprise et/ou son capital (ou droit de vote) est détenu à plus de 25% et moins de 50% par une autre entreprise, dans ce cas la consolidation s'effectue au prorata du % détenu.

-**Entreprises liées** : l'entreprise détient le capital (ou droit de vote) d'une autre entreprise et/ou son capital (ou droit de vote) est détenu à plus de 50% par une autre entreprise, dans ce cas, la consolidation s'effectue sur la totalité des données. Si les entreprises liées avec l'entreprise considérée sont aussi liées en chaîne à d'autres entreprises, 100 % des données de toutes ces entreprises liées doivent être prises en compte. Les comptes consolidés du groupe peuvent être également considérés.

AUTRES ETABLISSEMENTS (FILIALES) DE L'ENTREPRISE

Nom	Activité	Département	Commune	Part du capital détenu (%)	Chiffre d'affaire (€)	Effectif (ETP)

FOURNISSEURS (matière première)

<p>Est-ce que vous transformez ou conditionnez majoritairement des matières premières agricoles (>50% de vos approvisionnements entrants) produites par une entreprise dans laquelle vous êtes impliqué ?</p> <p>Si oui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il deux entités juridiques distinctes entre la production de la matière première et la transformation le stockage ou le conditionnement de celle-ci ? - L'entité juridique de transformation, stockage ou conditionnement emploie au moins 5 ETP par an ? <p>Si non :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Combien avez-vous de fournisseurs de matières premières agricoles (avant transformation, stockage ou conditionnement de celles-ci) 	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p>_____</p>
---	---

SITUATION A L'EGARD DE LA REGLEMENTATION

Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	
<p>Veillez indiquer si votre entreprise:</p>	<p><input type="checkbox"/> Relève de l'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture. Date précise de l'autorisation : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ </p> <p><input type="checkbox"/> Relève de la déclaration en préfecture. Date précise de la déclaration : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ </p> <p><input type="checkbox"/> Ne relève pas de l'un des deux régimes précédents</p>
<p>L'investissement va-t-il entraîner une modification de la situation de l'entreprise vis à vis de la réglementation ICPE ?</p> <p>Si oui : laquelle ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>

<p>Avez-vous déposé un dossier de demande de régularisation auprès du service compétent ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p>
<p>Situation à l'égard de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire</p>	
<p>Avez-vous fait l'objet, dans les 2 ans précédant la demande, d'un procès-verbal de constat d'infraction, ou d'une mise en demeure pour non-respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire... ?</p> <p><i>Si oui, les anomalies constatées ont-elles été corrigées ?</i></p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p>
<p>Selon la nature de l'activité de votre entreprise : situation à l'égard de la réglementation relative au respect du bien-être des animaux</p>	
<p>Avez-vous fait l'objet, dans les 2 ans précédant la demande, d'un procès-verbal de constat d'infraction, ou d'une mise en demeure pour non-respect de la réglementation relative au respect du bien-être des animaux ?</p> <p><i>Si oui, les anomalies constatées ont-elles été corrigées ?</i></p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p>

3. CARACTÉRISTIQUES DU PROJET / ELIGIBILITE

<p>Présentation synthétique du projet en précisant les objectifs, le contenu, les retombées attendues</p>				
<p>Localisation du projet</p>	<p>Adresse</p>			
	<p>Code Postal</p>		<p>Code INSEE</p>	
	<p>Commune</p>			
<p>Calendrier prévisionnel de réalisation</p>				
<p>Date prévisionnelle de début de projet :</p>	<p>...../...../.....</p>			
<p>Date prévisionnelle de fin de projet :</p>	<p>...../...../.....</p>			

Démarche de type « Usine du Futur »

<p>Votre projet s'inscrit-il dans une démarche de type « Usine du Futur » (innovation process, innovation digitale, amélioration de la traçabilité, amélioration de la sécurité des aliments, amélioration des conditions d'hygiène alimentaire) ?</p> <p>Si oui, de quelle manière ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <hr/> <hr/>
<p>Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ?</p> <p>Si oui, de quelle manière ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <hr/> <hr/>

Démarche de transition énergétique

<p>Votre projet s'inscrit-il dans une démarche de transition énergétique ?</p> <p>Si oui, de quelle manière ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <hr/> <hr/> <hr/>
--	--

Projet structurant

<p>Votre projet est-il collectif ? (ex : création d'une structure regroupant plusieurs entités existantes)</p> <p>Si oui, de quelle manière ?</p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <hr/> <hr/>
--	--

Export

<p>Votre projet est-il tourné vers l'export (nouveaux marchés, augmentation des parts de marché à l'export) ?</p> <p>Si oui, précisez le CA export / Total CA <u>avant et après projet</u> :</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non</p> <p>Avant-projet : CA Export : _____ TOTAL CA : _____</p> <p>Après réalisation du projet : CA Export : _____ TOTAL CA : _____</p>
---	---

Approvisionnements

<p>Volume total de vos approvisionnements (en tonne) au cours du dernier exercice comptable clos au moment du dépôt de la demande de subvention :</p>	<hr/>
---	-------

Proximité

<p>Volume de vos approvisionnements produit dans une zone de 80 km située autour du site de production (en tonne) au cours du dernier exercice comptable :</p>	<hr/>
--	-------

<p>Soit un taux d'approvisionnement dans une zone de 80 km autour du site de production, au cours du dernier exercice comptable :</p>	<input type="checkbox"/> Inférieur à 30% <input type="checkbox"/> Entre 30 et 70% <input type="checkbox"/> Supérieur à 70%
<p>Engagement relatif au taux d'approvisionnement dans une zone de 80 km autour du site de production, prévu à l'issue du projet :</p> <p><i>ATTENTION : le taux d'approvisionnement réel de l'entreprise sera vérifié lors du solde du dossier. Des attestations signées de vos fournisseurs vous seront demandées, sur la période du dernier exercice comptable clôturé. Si l'engagement n'est pas tenu, le taux d'aide pourra être revu à la baisse.</i></p>	<input type="checkbox"/> Inférieur à 30% <input type="checkbox"/> Entre 30 et 70% <input type="checkbox"/> Supérieur à 70%
Signe d'identification de la qualité et de l'origine	
<p>Votre entreprise s'approvisionne-t-elle (au cours du dernier exercice comptable) en produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) ?</p> <p>Si oui :</p>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<p>- Préciser le type de produits SIQO :</p>	<input type="checkbox"/> Agriculture Biologique (AB) : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> Label rouge : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> Appellation d'origine protégée (AOP) : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> Appellation d'origine contrôlée (AOC) : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> Identification géographique protégée (IGP) : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> Spécialité traditionnelle garantie (STG) : _____ Tonnes
<p>- Volume total des approvisionnements SIQO (en tonne) au cours du dernier exercice comptable :</p>	<hr/> <hr/> <hr/>
<p>- Taux d'approvisionnement en produits SIQO au cours du dernier exercice comptable :</p>	<input type="checkbox"/> Inférieur à 30% <input type="checkbox"/> Entre 30 et 70% <input type="checkbox"/> Supérieur à 70%
<p>Engagement relatif au taux d'approvisionnement en produits SIQO, prévu à l'issue du projet :</p> <p><i>ATTENTION : le taux d'approvisionnement réel de l'entreprise sera vérifié lors du solde du dossier. Des attestations signées de vos fournisseurs vous seront demandées, sur la période du dernier exercice comptable clôturé. Si l'engagement n'est pas tenu, le taux d'aide pourra être revu à la baisse.</i></p>	<input type="checkbox"/> Inférieur à 30% <input type="checkbox"/> Entre 30 et 70% <input type="checkbox"/> Supérieur à 70%

Aides publiques	
<p>Avez-vous reçu des aides publiques au cours des trois dernières années?</p> <p><u>Si oui, merci de renseigner l'annexe 5</u></p>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

Critères d'amélioration du niveau global des résultats de l'entreprise à partir de ses résultats prévisionnels :

		Valeur de l'année précédant le projet (en euros)	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en euros) (en année de croisière)
Accroissement du chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires		
Amélioration de la productivité de l'outil	Valeur ajoutée/nombre d'emplois en ETP		
Meilleure valorisation unitaire des produits	Chiffre d'affaires/quantités produites		
Excédent brut d'exploitation	EBE		

4. CRITERES DE SELECTION

Emploi	
Votre projet contribue au maintien ou à la création d'emplois (en CDI) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<p>Si oui :</p> <p>Engagement de l'entreprise</p> <p>(les contrats de travail des créations devront être fournis au solde du dossier)</p>	<input type="checkbox"/> Maintien des emplois CDI (en ETP) <input type="checkbox"/> + 1 à 10 ETP en CDI (en ETP) : Nombre de création prévue : _____ <input type="checkbox"/> + 11 à 20 ETP en CDI (en ETP) : Nombre de création prévue : _____ <input type="checkbox"/> Plus de 20 ETP en CDI (en ETP) : Nombre de création prévue : _____
Type de produits	
Proximité	
Taux d'approvisionnement dans une zone de 80 km autour du site de production, au cours du dernier exercice comptable :	<input type="checkbox"/> Inférieur à 50% <input type="checkbox"/> Entre 50 et 80% <input type="checkbox"/> Supérieur à 80%
Signe d'identification de la qualité et de l'origine	
Taux d'approvisionnement en produits SIQO au cours du dernier exercice comptable :	<input type="checkbox"/> Inférieur à 50% <input type="checkbox"/> Entre 50 et 80% <input type="checkbox"/> Supérieur à 80%
Produits favorisant l'équilibre alimentaire (recommandations du PNNS : Programme national nutrition santé) :	
Votre entreprise s'approvisionne-t-elle (au cours du dernier exercice comptable) en fruits, légumes, légumes secs, fruits à coque, céréales complètes, poissons, huiles (colza, noix, olive) et lait ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<p>Si oui :</p> <p>Volume de vos approvisionnements en fruits, légumes, légumes secs, fruits à coque, céréales complètes, poisson, huiles (colza, noix, olive) et lait (en tonne) au cours du dernier exercice comptable :</p>	_____ Tonnes

<p>Votre entreprise transforme ou conditionne des :</p> <p><i>Merci de préciser les volumes transformés ou conditionnés (en tonne) au cours du dernier exercice comptable clôturé :</i></p>	<input type="checkbox"/> Fruits : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> Légumes : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> légumes secs : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> Fruits à coque : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> céréales complètes : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> poissons : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> huiles (colza, noix ou olive) : _____ Tonnes <input type="checkbox"/> lait : _____ Tonnes TOTAL : _____ Tonnes
<p><i>Soit un taux de transformation ou conditionnement de fruits et légumes, légumes secs, Fruits à coque, céréales complètes, poissons, huiles (colza, noix ou olive) au cours du dernier exercice comptable :</i></p>	<input type="checkbox"/> Inférieur à 50% <input type="checkbox"/> Entre 50 et 80% <input type="checkbox"/> Supérieur à 80%
Information du consommateur	
<p>Votre entreprise affiche le Nutriscore sur l'ensemble ou une partie de ses produits vendus (au cours du dernier exercice comptable) ?</p> <p>Si oui :</p>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<p><i>Part de produits vendus (en nombre) affichant le Nutriscore</i></p>	<p>_____ %</p>
Contribution à l'amélioration des performances environnementales et sociales	
<p>Votre entreprise a-t-elle une implication effective dans une démarche d'amélioration de la performance environnementales et/ou sociales ?</p> <p>Preuve d'engagement à fournir : (exemples de justificatifs à fournir)</p> <p>Pour toutes les entreprises : <u>Démarches environnementales :</u> - analyse de cycle de vie (ACV) (ISO 14 040 et 14 044), - système de management de l'énergie (ISO 50 001), - démarche de management environnemental (ISO 14 001), - rapport de diagnostic ou d'accompagnement à l'éco-conception (de moins de 5 ans), - bilan Gaz à effet de serre (GES) justifiant un travail sur les émissions indirectes (Scope 3 de moins de 3 ans), - attestations signées des fournisseurs si approvisionnement (des matières premières) majoritairement auprès d'exploitations HVE (2 ou 3) ou bas carbone. <u>Démarches globales (développement durable ou RSE) :</u> - diagnostic 3D.</p> <p>Uniquement pour les PME et certaines entreprises médianes (car obligatoire pour les autres) : - rapport RSE (déclaration de performance extra-financière), - bilan carbone ou bilan GES - rapport d'audit énergétique.</p> <p>Si oui :</p>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<p><input type="checkbox"/> Une seule démarche / Préciser :</p>	<p>_____</p> <p>_____</p>
<p><input type="checkbox"/> Deux démarches / Préciser :</p>	<p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>

Trois démarches ou plus / Préciser :

5. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Rappel : ces dépenses sont établies selon des devis à joindre à l'appui de la demande d'aide.

- pour les dépenses inférieures à 2 000 € H.T : présentation de 1 devis;
- pour les dépenses comprises entre 2 000 € H.T et 90 000 € H.T : présentation de 2 devis minimum ;
- pour les dépenses supérieures à 90 000 € H.T : présentation de 3 devis minimum.

Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des ressources prévisionnelles TTC.

a) Investissements (à compléter sur la base de l'annexe 1)		
Poste de dépense	Code à utiliser	Montant prévisionnel (€) <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC
Équipements	Equ	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Matériels	Mat	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Frais d'études et d'ingénierie liés à l'investissement	Etudes	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL des dépenses prévues		_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
b) Ressources prévisionnelles liées à l'opération (exemple : revente de machines ou matériels non encore amortis) :		_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC
		Préciser la nature de la ressource financière : _____

CALENDRIER PREVISIONNEL DES DEPENSES POUR LES PROJETS PLURIANNUELS

Année civile	Montant total présenté (en €) <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC
	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Coût global du projet :	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

RESSOURCES PREVISIONNELLES DU PROJET

Financiers sollicités	Montants en €
Aide ARIAA-FEADER sollicitée (Région + Europe)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autres financements publics sollicités :	
• _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
• _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
• _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
<i>Sous total financeurs publics</i>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Contributions privées _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autofinancement dont emprunt	Autofinancement : _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
	Emprunt : _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL GENERAL = COUT GLOBAL DU PROJET	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

Les investissements contractés en crédit-bail ne sont pas éligibles

6. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (cocher les cases nécessaires)

Les règlements européens imposent aux Etats-membres certaines obligations pour le versement des aides de l'Union européenne. En conséquence, le porteur de projet bénéficiaire de l'aide attribuée partiellement ou en totalité doit s'engager, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après qui seront reprises dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne :

Je demande à bénéficier des aides de l'Europe et de la Région des Pays de la Loire au titre du type d'opération n° **4.2.1 Aides à l'investissement en faveur de la transformation et commercialisation de produits agricoles par les industries agroalimentaires** du Programme de développement rural régional.

J'atteste sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celle(s) indiquée(s) sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir lu la notice qui accompagne ce formulaire,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce type d'opération figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- Que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service ...) et de réalisation des travaux avant la date de dépôt de la présente demande,
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire, ses annexes et les pièces jointes,
- Avoir pris connaissance du fait que ma demande est soumise à l'examen par un comité de sélection,

Le cas échéant : (cocher les cases suivantes, selon votre cas)

- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC),
- Ne pas récupérer partiellement la TVA, par le biais du FCTVA,

Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A informer la Région des Pays de la Loire de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon entreprise et à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi des aides nationales et européennes,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « ressources prévisionnelles du projet »,
- **A transmettre sans délai à la Région des Pays de la Loire une déclaration de début de travaux,**
- A obtenir, avant la réalisation du projet, l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire notamment),
- **A remplir les obligations de publicité européenne (voir le détail des obligations dans la notice ci-jointe) et notamment :**
 - apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros,
 - installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros.

Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque..

- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une **durée de 5 ans** à compter du paiement final de l'aide,
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une **durée minimale de 5 ans** à compter du paiement final de l'aide, pour les matériels et les bâtiments,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes minimales requises, pendant cinq ans à compter du paiement final de l'aide,
- A poursuivre mon activité pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente **pendant 10 années** à compter du paiement final de l'aide : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...,
- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile par les services compétents pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération,
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés,
- **A ne pas modifier de façon importante mon projet sans avoir au préalable déposé une demande de modification auprès de la Région des Pays de la Loire. Ces modifications peuvent porter notamment sur le plan de financement du projet, la nature des investissements aidés, leur finalité, leur localisation.**

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes indûment perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier, une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, ma raison sociale, mon adresse et le montant de mes aides perçues resteraient en ligne sur le site internet du ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux d'aides publiques).

Je soussigné _____, représentant légal de _____ m'engage à réaliser le projet à l'appui de cette demande dans les conditions énoncées ci-dessus.

Fait à :

Cachet de la structure :

Signature du représentant légal ou délégataire :

Le :

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Justificatifs relatifs au demandeur	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le responsable juridique de la structure avec cachet de l'entreprise (format papier + version sous format informatique)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Annexes 1 à 5 au présent formulaire (format papier + version sous format informatique)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir accordé au signataire par le représentant légal (selon le cas : mandat, pouvoir, délégation de signature, contrat du mandataire en cas d'indivision...)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations,...) Attention (pour les dépenses non soumises au Code des marchés publics ou à l'ordonnance du 6 juin 2015) présentation de : - 1 devis pour chaque dépense inférieure à 2 000 € (HT), - 2 devis pour chaque dépense comprise entre 2 000 € et 90 000€ (HT), - 3 devis pour chaque dépense supérieure à 90 000 € (HT) Attention : si ce n'est pas le devis le moins cher qui a été retenu, une justification <u>signée</u> sur le choix du fournisseur doit être jointe au dossier	Tous	<input type="checkbox"/>		
Organigramme de l'entreprise	Tous	<input type="checkbox"/>		
Copie de la carte d'identité du responsable juridique de la structure	Tous	<input type="checkbox"/>		
Liste des aides publiques perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire (annexe5)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Si le demandeur est une structure publique ou une association.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (IBAN) ⁽¹⁾	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
K-bis (de moins de 6 mois) ⁽¹⁾	Pour les sociétés, entreprises privées ou associations assujetties à l'IS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts ⁽¹⁾	Pour les sociétés, entreprises privées ou associations assujetties à l'IS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Si le demandeur est une association.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de non récupération de la TVA	Si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation présentant le taux de récupération de la TVA par le biais du FCTVA	Si le demandeur est une collectivité territoriale.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du livre des entrées et sorties du personnel En précisant le nombre de salariés permanent (en CDI) au moment de la première demande.	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liasses fiscales complètes (imprimés fiscaux 2050 à 2059 G) pour les 2 derniers exercices (clos au moment de la première demande)	Pour les sociétés, entreprises privées ou associations assujetties à l'IS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En cas de lien avec un groupe ou d'autres entreprises : -les liasses fiscales pour les deux derniers exercices des autres entreprises ou les comptes consolidées du groupe (des deux derniers exercices) ET -un organigramme juridique précisant les liens existants, les pourcentages des participations, ainsi que la raison sociale, l'adresse, la répartition du capital social, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total du bilan (données du dernier exercice clos de chaque entreprise)	Pour les sociétés, entreprises privées ou associations assujetties à l'IS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Plaquette commerciale et tout autre document que vous jugez nécessaire ou utile à la bonne compréhension de votre dossier (notes complémentaires, rapports d'études ...)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accords bancaires pour votre projet	Pour les sociétés, entreprises privées ou associations assujetties à l'IS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout document permettant de s'assurer que le demandeur a fait une demande de subvention auprès des cofinanceurs : récépissé de dépôt de la demande de subvention auprès du cofinancier (précisant le montant de subvention sollicité, le projet, et si possible l'assiette de dépenses), lettres d'intention, délibérations des collectivités, arrêté attributif de subvention	En cas de cofinancement autre que le Conseil régional et le FEADER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration ou autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Document de déclaration sanitaire (agrément) ou copie du récépissé de demande de déclaration sanitaire obtenu auprès de la DD(CS)PP ou dérogation à l'agrément sanitaire	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un exemplaire sous format informatique (clé USB, CR-ROM...) de l'ensemble des pièces constitutives du dossier de demande de subvention	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Résultat de l'auto-diagnostic régional RSE https://entreprisespaysdelaloire.fr/rse/un-outil-dauto-evaluation-flash *	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une note complémentaire détaillée afin de démontrer précisément : • 1-Quels seront les impacts économiques et territoriaux des investissements faisant l'objet de la demande de subvention, • 2-En quoi les dépenses réalisées s'inscrivent dans une démarche de type Usine du Futur OU en quoi les dépenses réalisées s'inscrivent dans une démarche de transition énergétique	Pour les grandes entreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration des aides publiques perçues au titre des aides « de Minimis »	Pour les projets ne relevant pas de l'article 42 du TFUE et dont le financement est soumis aux aides d'Etat (produits finis ne figurant pas dans l'annexe 1 du TFUE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

*Si vous avez des questions sur l'outil d'**auto-diagnostic RSE**, vous pouvez les poser à dei@paysdelaloire.fr

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la Région des Pays de Loire, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à l'administration **après la dernière modification** statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : _____ . Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de l'administration. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).